



RAPPORT DE GESTION

3e TRIMESTRE 2018

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
INFORMATIONS CORPORATIVES	3
RAPPORT DE GESTION	4
1. APERÇU GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ	4
2. FAITS NOTABLES DU 3E TRIMESTRE 2018	5
3. PROPRIÉTÉS	5
3.1 PROPRIÉTÉ DE GUIRO	5
3.1.1 ACTIVITÉS MINIÈRES	6
3.1.2 ACTIVITÉS D'EXPLORATION	7
3.2 PROPRIÉTÉ DABIA SUD	8
3.2.1 ACTIVITÉS D'EXPLORATION	8
4. ANALYSE DES RÉSULTATS	9
5. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE	11
6. BIENS MINIERES ET ACTIFS D'EXPLORATION ET D'EVALUATION	12
7. LIQUIDITÉS ET FLUX DE TRÉSORERIE	14
8. CAPITAL-ACTIONS	15
9. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	16
10. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	16
11. PRINCIPALES MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES	17
12. RISQUES ET INCERTITUDES	17
13. ÉNONCÉS PROSPECTIFS	19
14. PERSONNE QUALIFIÉE	19
15. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS ET INFORMATION CONTINUE	19

INFORMATIONS CORPORATIVES

Conseil d'administration

Robert P. Wares, président du conseil

Pierre Colas, administrateur

André Le Bel, administrateur

Mathieu Savard, administrateur

André Gagné, administrateur

Président et chef de la direction, administrateur

Lucas Werner Claessens

Chef des opérations financières (CFO)

Etienne Courchesne

Vérificateur

PricewaterhouseCoopers LLP

Agent de transfert des actions

Fiducie TSX

RAPPORT DE GESTION

Ces commentaires et analyses de la direction pour la période de trois et neuf mois terminée le 30 septembre 2018 devraient être lus conjointement avec les états financiers intermédiaires non-vérifiés de «Les Ressources Komet Inc.» («Komet» ou la «Société») pour la période de trois et neuf mois terminés le 30 septembre 2018 et les états financiers vérifiés de la période de douze mois terminés le 31 décembre 2017.

Les états financiers de la Société sont la responsabilité des dirigeants de la Société et ont été approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin de s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement, à tous égards importants.

Le présent rapport de gestion renferme des énoncés de nature prospective et devrait être lu en parallèle avec les sections «Risques et incertitudes» et les «Énoncés prospectifs» figurant à la fin de ce rapport.

Ce compte rendu a été préparé par la direction grâce aux renseignements disponibles au 30 septembre 2018. De l'information supplémentaire sur la Société se retrouve sur le site de SEDAR à l'adresse suivante : www.sedar.com.

1. APERÇU GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ

Les Ressources Komet Inc. est une société canadienne junior cotée à la bourse de croissance du TSX (KMT.V) ayant pour mission l'exploration et la production aurifère en Afrique de l'Ouest. Komet génère des fonds sur le marché de la bourse afin de financer l'exploration de ses propriétés et améliorer son opération minière à petite échelle de Guiro, Burkina Faso.

Le siège de la Société est situé 1191, de Montigny, Québec, QC, G1S 3T8, Canada. La société Komet Afrique SA, filiale à part entière, exploite le gisement aurifère de Guiro et mène les opérations d'exploration au Burkina Faso. Cette dernière a son siège à Ouagadougou, 67, rue 15.561, Ouaga 2000, Burkina Faso. La société Komet Mali SARL mène des opérations d'exploration au Mali.

2. FAITS NOTABLES DU 3^e TRIMESTRE 2018

- Pendant le 3^e trimestre, la direction a poursuivi son programme de réorganisation et restructuration du projet minier de Guiro. Les objectifs sont les suivants :
 - Trouver des solutions pour les problèmes administratifs des titres miniers dans les meilleurs délais
 - Régulariser la situation financière de la Société Komet Ressources Afrique
 - Stabiliser et augmenter la production aurifère mensuelle de la mine de Guiro
 - Élaborer un programme et budget d'exploration dans le but de générer des fonds et développer de manière systématique le potentiel minéral des permis de recherches au Burkina Faso et au Mali
- Une modélisation par blocs et estimation préliminaire interne de la ressource du système de minéralisation aurifère de Kabaya, situé au sud du permis d'exploration Dabia Sud au Mali ont été réalisés.
- Un total de 3 036 tonnes de minerai produites et traitées au cours du 3^e trimestre
- Ventes d'or pour le trimestre s'élèvent à 891 914 \$
- Le 31 août 2018, la Société a émise une nouvelle débenture d'une valeur nominale de 1 000 000 \$.
- Compte tenu des performances de la Société, le Conseil d'Administration de la Société évalue les opportunités qui s'offrent à elle en vue de maximiser la valeur des actionnaires.

3. PROPRIÉTÉS

3.1 Propriété de Guiro

Par l'entremise de sa filiale détenue à 100 %, Komet Ressources Afrique SA, Komet détient 100 % des droits sur le permis d'exploitation minière Guiro-Diouga couvrant une superficie de 65 km², selon le décret n° 2015-605/PRES-TRANS/PM/MME/MEF/MERH.

Le permis est situé au nord-est du Burkina-Faso, dans les provinces du Namentenga et du Séno, à une distance d'environ 230 km de la capitale Ouagadougou via l'axe routier bitumé Ouagadougou-Dori (RN3). L'accès à la mine Guiro se fait par une piste rurale de 7 km à partir de Yalgho.

Ce permis avait été originellement octroyé à la société STRESCO SA par le décret (n° 2007-120/PRES/PM/MCE) du 5 mars 2007. Ce permis a été par la suite acquis par Komet Ressources Afrique SA le 19 mars 2014. Le transfert de ce titre minier a été approuvé par le Président de transition du Burkina Faso le 12 mai 2015.

Dans le cadre du renouvellement de ce permis d'exploitation, la Société a fourni un audit environnemental et un plan minier. Komet est en négociation avec le Ministère des Mines et Carrières afin de revoir les taxes superficielles à un niveau raisonnable et pour obtenir une réduction importante de la surface du périmètre pour ramener les taxes superficielles à un montant acceptable.

3.1.1 Activités minières

Ventes d'or 3e trimestre

Trimestres	Ventes d'or (CAD)
T3 – 2018	891 914 \$
T2 – 2018	858 851 \$
T1 – 2018	1 354 127 \$
T4 – 2017	909 658 \$
T3 – 2017	824 636 \$
T2 – 2017	984 599 \$
T1 – 2017	1 223 927 \$
T4 – 2016	984 694 \$

Amélioration des performances souterraines

La formation spécifique et une meilleure supervision des équipes de mineurs a diminué la dilution du minerai extrait. Par conséquent la teneur moyenne du minerai envoyé dans l'usine de traitement a augmenté. Malheureusement des problèmes techniques, notamment au niveau des compresseurs et le réseau de ventilation ont affecté de manière significative le tonnage mensuel de production de minerai au cours des mois d'août et septembre.

Récupération métallurgique

La Direction de Komet vise un taux de récupération de l'or supérieur à 85 % en gravimétrie et en lixiviation. Un projet de lixiviation agitée en cuves est à l'étude pour récupérer l'or dans les tas de rejets accumulés depuis 2010 ainsi que la fraction fine du minerai traité. L'objectif final est d'atteindre une récupération globale supérieure à 90 %.

Équipements miniers

Le contrôle et l'évaluation de l'ensemble des installations minières à Guiro ont démontré qu'une partie des équipements miniers se trouve dans un état d'usure avancé. Un plan d'investissement est à l'étude pour permettre le remplacement et/ou l'entretien et maintenance de certains équipements. Ceci permettra au cours des trimestres prochains un fonctionnement plus efficace des équipements et installations, une amélioration au niveau de l'extraction souterraine du minerai, du traitement du minerai et une récupération d'or plus performante qu'avant; à moyen terme cette initiative devrait mener vers une augmentation significative de la production aurifère.

Réorganisation de la sécurité

La société a entamé une réorganisation de la sécurité dans son ensemble, en élaborant des protocoles de sécurité plus strictes aux entrées/sorties du site minier, mais également dans le cadre de la procédure de coulées d'or.

Amélioration de la sécurité sanitaire au travail

Des efforts ont été fournis pour améliorer la sécurité sanitaire. Cet exercice requiert des investissements supplémentaires pour permettre l'achat d'équipements de protection et sécurité adéquats. Il faut également continuer à former le personnel dans le cadre d'un renforcement des protocoles de la sécurité sanitaire au travail.

Les travaux de renforcement au niveau du soutènement des galeries de la mine continuent et le niveau de contrôles systématiques est maintenu.

Audit environnemental

Dans le cadre du renouvellement du permis d'exploitation, un audit environnemental a été réalisé et complété au courant du mois de mai. Cette inspection a été menée par une firme indépendante. Cette étude exhaustive comprenait autant les aspects environnementaux que sociaux, incluant aussi les conditions de santé et sécurité des travailleurs et des habitants riverains du site. Au moment d'écrire ce rapport, les conclusions étaient connues et démontrent que la mine a quelques améliorations à effectuer pour obtenir un bilan complètement conforme. L'étude a été remise au Ministère de l'Environnement pour approbation.

3.1.2 Activités d'exploration

Une réorganisation de la base de données d'exploration (données de forages, contrôle de teneurs etc...) est en cours afin de réaliser une mise à jour des ressources de la

veine aurifère de Guiro. Ces résultats permettront de préparer et organiser dans les prochains trimestres une campagne de forages carottés dans le but d'explorer de manière systématique les extensions latérales et en profondeur de la veine de Guiro. La même approche est préconisée pour faire l'exploration des veines aurifères adjacentes au sud et au nord. Ainsi la Société compte définir prochainement des ressources additionnelles.

3.2 Propriété Dabia Sud

Ce permis de recherches est situé dans le camp minier aurifère de Kéniéba, dans la partie occidentale de la République du Mali en Afrique de l'Ouest. Ce titre minier, dont le périmètre couvre 35 km², a été octroyé pour une période de sept années par le Ministère des Mines du Mali et est entièrement (100 %) détenu par Komet Mali sarl.

La propriété est localisée à 340 km à l'ouest de Bamako. L'accès par véhicule est possible via la route RN 1 vers Kita, ensuite la RN 24 vers Kéniéba et puis dans le village de Dabia une piste en latérite vers le sud sur 17 km en passant par les villages de Diabakou et de Sori.

3.2.1 Activités d'exploration

En mars de cette année, la Société a effectué une 2^{ème} campagne de forages par circulation inverse sur la zone de ressources de Kabaya, située dans la partie méridionale du périmètre de Dabia Sud. Un total de 3 029 m de forages a été réalisé; 38 trous inclinés de 50° orientés vers l'ouest; tous les trous ont été arrêtés à 80 m de profondeur (longueur). Cette phase de forages a permis de compléter la maille d'environ 50 x 25 m sur la zone de ressources Kabaya centre et sud-ouest. Les derniers résultats d'analyses ont été reçus au cours du mois de juillet et la procédure de QAQC a pu être complétée. Ceci a permis une mise à jour de la base de données de Dabia.

Les résultats de forages sont encourageants et indiquent des systèmes de minéralisation aurifère montrant une bonne continuité de valeurs économiques. Il faut toutefois noter que les forages ne couvrent que la partie saprolitique des minéralisations aurifères.

Vers la fin du mois de juillet une estimation préliminaire interne des ressources de Kabaya a été réalisée. Le résultat de cette initiative motive la Société de lancer un projet de modélisation par blocs et d'estimation initiale des ressources minérales par un consultant indépendant. Ensuite une étude technique conforme aux normes du règlement NI 43-101 sera effectuée et publiée.

Il est prévu de continuer les recherches ailleurs sur le périmètre afin de trouver d'autres zones minéralisées. Une attention particulière sera donnée aux quelques

anomalies géochimiques dans la partie nord, ainsi que la partie orientale, adjacente aux permis d'Oklo, où d'importantes zones de minéralisations ont été découvertes.

4. ANALYSE DES RÉSULTATS

Résultats au 30 septembre 2018

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
	\$	\$	\$	\$
Charges d'exploitation				
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	6 982	3 077	20 445	5 928
Charges administratives	275 496	235 256	801 366	773 762
Intérêts sur débentures	23 217	23 217	69 896	69 651
Intérêts sur dette à long terme	20 984	27 694	70 679	75 041
Rémunération fondée sur des actions	-	51 500	-	239 340
	326 679	340 744	962 386	1 163 722
Perte d'exploitation	(326 679)	(340 744)	(962 386)	(1 163 722)
Gain (perte) de change	4 989	(54 476)	11 860	(124 913)
Revenus divers	-	84	-	13 039
Revenus d'intérêts	651	1 935	2 786	12 145
Perte nette et résultat global	(321 039)	(393 201)	(947 740)	(1 263 451)

La Société a engagé une perte nette de 321 039 \$ au cours du trimestre achevé le 30 septembre 2018; comparativement, pour le même trimestre de l'année précédente, elle s'élevait à 393 201 \$. Au cours du trimestre courant, il y a eu une augmentation des charges administrative compensé par un gain de change de 4 989 \$ comparativement à une perte de change de 54 476 \$ l'année dernière.

Analyse des charges administratives

	Trois mois terminés le 30 septembre	Trois mois terminés le 30 septembre	Neuf mois terminés le 30 septembre	Neuf mois terminés le 30 septembre
	2018	2017	2018	2017
	\$	\$	\$	\$
Salaires d'administration	96 490	76 002	277 383	241 671
Frais divers	20 251	28 240	68 834	100 308
Frais de promotion	5 872	21 580	22 014	69 476
Honoraire de gestion	75 873	37 500	192 244	102 500
Honoraires	15 375	14 697	69 764	83 652
Intérêts sur découvert et frais bancaires	11 407	17 003	32 824	46 302
Inscription et information des actionnaires	8 095	11 074	22 410	45 630
Assurance des dirigeants	4 876	2 452	13 202	7 357
Frais de séjours et voyages	18 760	10 217	45 172	20 784
Télécommunications	5 872	2 395	19 644	18 771
Loyer	12 625	14 096	37 875	37 311
	275 496	235 256	801 366	773 762

La Société a vu ses frais d'administration augmenter de 40 240 \$ au cours de la période de trimestre écoulé le 30 septembre 2018 principalement dû aux honoraires de gestion.

5. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	30 septembre	31 décembre
	2018	2017
	\$	\$
ACTIFS		
Actifs courants		
Trésorerie	279 360	219 160
Clients et autres débiteurs	780 562	647 927
Frais payés d'avance	296 549	115 744
Stocks	120 032	297 645
Dépôts en garantie	47 871	50 406
Total des actifs courants	1 524 374	1 330 882
Actifs non courants		
Biens miniers	9 649 679	7 796 395
Immobilisations corporelles	1 552 254	1 585 169
Total des actifs non courants	11 201 933	9 381 564
TOTAL DES ACTIFS	12 726 307	10 712 446
PASSIFS		
Passifs courants		
Découvert bancaire	456 680	668 977
Créditeurs et charges à payer	1 245 479	1 708 333
Tranche courante de la dette à long terme	350 363	334 575
Total des passifs courants	2 052 522	2 711 885
Passifs non courants		
Dette à long terme	850 717	1 124 309
Déventures convertibles	2 863 464	1 906 769
Impôts différés	27 842	27 842
Total des passifs non courants	5 794 545	3 058 920
TOTAL DES PASSIFS	7 847 067	5 770 805
CAPITAUX PROPRES	6 931 762	4 941 641
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	12 726 307	10 712 446

Au 30 septembre 2018, le total des actifs s'élève à 12 726 307 \$ comparativement à 10 712 446 \$ au 31 décembre 2017, soit une variation de 2 013 861 \$.

6. BIENS MINIERES ET ACTIFS D'EXPLORATION ET D'EVALUATION

Biens miniers

	Propriété minière Guïro/Diouga	Propriété minière Dabia Sud	Total
	\$	\$	\$
Participation	100 %	100 %	
Droits et titres miniers			
Solde au 1 ^{er} janvier 2017	4 168 213	-	4 168 213
Acquisition	-	67 970	67 970
Solde au 31 décembre 2017	4 168 213	67 970	4 236 183
Actifs d'exploration et d'évaluation			
Solde au 1 ^{er} janvier 2017	1 593 058	192 909	1 785 967
Frais engagés	1 451 096	323 149	1 774 245
Solde au 31 décembre 2017	3 044 154	516 058	3 560 212
Total au 31 décembre 2017	7 212 367	584 028	7 796 395
Droits et titres miniers			
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	4 168 213	67 970	4 236 183
Acquisition	-	-	-
Solde au 30 septembre 2018	4 168 213	67 970	4 236 183
Actifs d'exploration et d'évaluation			
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	3 044 154	516 058	3 560 212
Frais engagés	1 840 795	12 489	1 853 284
Solde au 30 septembre 2018	4 884 949	528 547	5 413 496
Total au 30 septembre 2018	9 053 162	596 517	9 649 679

Au 30 septembre 2018, les biens miniers s'élevaient à 9 649 679 \$ comparativement à 7 796 395 \$ au 31 décembre 2017 pour une variation de 1 853 284 \$. Cet écart est constitué des frais engagés au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 2018. Voir le tableau ci-dessous.

Biens miniers (suite)

	Trois mois terminés 30 sept. 2018 \$	Trois mois terminés 30 sept. 2017 \$	Neuf mois terminés 30 sept. 2018 \$	Neuf mois terminés 30 sept. 2017 \$
Guiré et à Dabia				
Géologie - exploration	21 989	7 996	560 314	490 798
Travaux sur le site	1 454 208	884 319	3 674 427	2 921 355
Amortissement - machinerie et équipement	96 982	72 947	380 056	193 109
Intérêts sur débentures convertibles	44 232	44 293	132 912	132 911
Taxes superficielles	9 430	13 467	36 215	39 883
Total – coûts d'opération	1 626 211	1 015 026	4 783 294	3 287 258
Déduire :				
Produits – ventes d'or	(891 914)	(824 636)	(3 104 892)	(3 033 162)
Redevances	76 259	45 852	174 252	174 360
	811 206	244 238	1 853 284	919 254

Ventes d'or pour le 3e trimestre terminé le 30 septembre 2018

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2018, la Société a réalisé des ventes d'or totalisant 891 914 \$ comparativement aux ventes de 824 636 \$ du trimestre terminé le 30 septembre 2017, ce qui représente une hausse de 67 278\$.

Analyse des coûts d'opération pour le 3e trimestre terminé le 30 septembre 2018

Les coûts d'opération ont été de 1 454 208 \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2018, comparés avec 884 319 \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017, ce qui représente une augmentation des coûts de 569 889 \$.

7. LIQUIDITÉS ET FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie

	Trois mois terminés 30 sept. 2018 \$	Trois mois terminés 30 sept. 2017 \$	Neuf mois terminés 30 sept. 2018 \$	Neuf mois terminés 30 sept. 2017 \$
Exploitation	(307 837)	(331 067)	(853 652)	(995 512)
Éléments du fonds de roulement	374 764	410 734	(352 048)	632 200
Activités opérationnelles	66 927	79 667	(1 205 700)	(363 312)
Variation du montant dû à un administrateur	-	-	-	-
Remboursement de la dette à long terme	(152 917)	(83 991)	(257 804)	(157 908)
Émission de débenture	1 000 000	-	1 000 000	-
Émission d'actions ordinaires et de débentures, déduits des frais d'émission	-	-	2 841 581	125 000
Activités de financement	847 083	(83 991)	3 583 777	(32 908)
Acquisition de biens miniers et frais d'exploration capitalisés	(878 557)	(200 637)	(1 853 284)	(1 031 257)
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(38 618)	(252 296)	(277 157)
Activités d'investissement	(878 557)	(239 255)	(2 105 580)	(1 308 414)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	-	-	-	-
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	35 453	(243 579)	272 497	(1 704 634)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	(212 773)	538 010	(449 817)	1 999 065
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	(177 320)	294 431	(177 320)	294 431

Liquidités

Au 30 septembre 2018, les liquidités étaient négatives de 177 320 \$ comparativement à 294 431 \$ au 30 septembre 2017 pour un écart de 471 751 \$.

Activités d'exploitation

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2018, les activités liées à l'exploitation ont nécessité l'utilisation de 307 837 \$, comparativement à 331 067 \$ pour le trimestre de l'année dernière, ce qui représente une diminution de l'utilisation des liquidités pour le trimestre de 23 230 \$.

Activités de financement

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2018, les activités liées au financement sont de 847 083 \$, comparativement à l'utilisation de 83 901 \$ pour le trimestre de l'année dernière, ce qui représente une augmentation pour le trimestre de 930 984 \$. L'augmentation provient de l'émission d'une débenture de 1 000 000 \$ au cours du 3^e trimestre 2018.

Activités d'investissement

Pour la période de trois mois terminés le 30 septembre 2018, les flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement ont totalisé 878 557 \$, alors qu'un montant de 239 255 \$ avait été investi durant la période de trois mois terminés le 30 septembre 2017.

8. CAPITAL-ACTIONS

La Société peut émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale. Au 30 septembre 2018, un nombre total de 74 935 066 actions étaient émises et en circulation comparativement à 66 206 842 actions au 31 décembre 2017.

Options

La Société maintient un régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre d'options d'achat d'actions octroyées ne peut excéder 5 000 000. Au 30 septembre 2018, un total de 4 550 000 options d'achat d'actions étaient en circulation dont 4 175 000 exerçables à des prix variant de 0,345 \$ à 0,50 \$. Au 31 décembre 2017, un total de 4 550 000 options étaient en circulation et pouvaient être exercées.

Bons de souscription

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2018, 427 158 bons de souscription ont été émis pour un montant de 73 019 \$. Il n'y a aucun bon de souscription en circulation au 31 décembre 2017. Tous sont venus à échéance durant le deuxième trimestre de 2017. En effet, 1 820 846 bons de souscription sont venus à échéance le 29 avril 2017 et 2 432 940 le 14 juin 2017, seulement 11 111 bons de souscription ont été exercés au prix de 0,45 \$ durant l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

9. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	2018			2017				
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles	6 982	6 823	6 640	632	3 077	1 434	1 417	11 229
Charges administratives	275 496	313 545	212 325	344 727	235 256	284 080	254 426	431 807
Charges d'exploration	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur débetures	23 217	23 317	23 462	23 217	23 217	23 217	23 217	23 217
Intérêts - dette à long terme	20 984	21 348	28 347	18 867	27 694	19 000	28 347	32 241
Rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	51 500	-	187 840	-
Gain (perte) de change	4 989	(5 274)	12 145	4 873	(54 476)	(70 129)	(307)	18 177
Revenus divers	-	-	-	(13 039)	84	12 955	-	-
Revenus d'intérêts	651	896	1 239	1 371	1 935	3 994	6 215	7 785
Impôt sur le revenu	-	-	-	(13 481)	-	-	-	(12 921)
Perte nette	(321 039)	(369 311)	(257 390)	(407 719)	(393 201)	(380 911)	(489 339)	(485 453)
Perte nette par action	(0,004)	(0,005)	(0,003)	(0,005)	(0,006)	(0,006)	(0,007)	(0,007)

10. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a conclu avec des dirigeants, durant le présent trimestre et au cours des neuf mois, les transactions suivantes :

	Trois mois terminés 30 septembre 2018	Trois mois terminés 30 septembre 2017	Neuf mois terminés 30 septembre 2018	Neuf mois terminés 30 septembre 2017
Honoraires de gestion	75 873 \$	37 500 \$	192 944 \$	102 500 \$
Loyer	6 000 \$	6 000 \$	18 000 \$	18 000 \$
Honoraires professionnels - comptabilité	22 500 \$	7 500 \$	67 500 \$	39 675 \$
Païement fondé sur des actions	- \$	- \$	- \$	62 613 \$
Intérêts sur débetures	18 000 \$	18 000 \$	54 000 \$	54 000 \$

La direction considère que ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des affaires et qu'elles ont été faites selon les mêmes conditions que celles qui interviendraient entre des parties traitant à distance.

11. PRINCIPALES MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Nous vous invitons à vous reporter à la section appropriée dans les états financiers annuels audités terminés les 31 décembre 2017 et 2016. Il n'y a eu aucun changement significatif dans les méthodes et estimations comptables de la Société depuis le 31 décembre 2017. L'implantation des normes IFRS 15 et IFRS 9 n'ont aucun impact sur la Société.

12. RISQUES ET INCERTITUDES

De par ses activités, la Société est exposée à un certain nombre de risques comme les risques financiers, les risques liés à la propriété de biens miniers et les risques liés à la réglementation gouvernementale. D'autres risques, non décrits ci-dessous et existant actuellement, pourraient également avoir une incidence sur les affaires de la Société.

Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) applicables à une société en continuité d'exploitation, selon lesquels il est présumé que les actifs seront réalisés et que les passifs seront réglés dans le cours normal des activités à mesure qu'ils arrivent à échéance. Pour évaluer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est pertinente, la direction tient compte de toute l'information concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la période de présentation.

Au 30 septembre 2018, la Société a accumulé un déficit de 10 355 057 \$ (8 999 598 \$ en 2017). Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses obligations et ses engagements au titre de ses programmes d'exploration et d'évaluation. Au 30 septembre 2018, la Société avait un fond de roulement négatif de 528 148 \$ (1 381 003 \$ en 2017) et elle avait subi une perte de 321 039 \$ (393 201 \$ en 2017) pour le trimestre clos à cette date et une perte de 947 740 \$ (1 263 451 \$ en 2017) pour la période de neuf mois terminés le 30 septembre. Au 30 septembre 2018, la trésorerie et les équivalent de trésorerie s'établissaient à 279 360 \$ (219 160 \$ en 2017).

La direction estime que le fonds de roulement au 30 septembre 2018 ne sera pas suffisant pour permettre à la Société de satisfaire à ses obligations, à ses engagements et à ses dépenses prévues jusqu'au 30 septembre 2019. Par conséquent, la direction est au fait des incertitudes importantes entourant des événements et des circonstances qui pourraient jeter un doute important sur la capacité de la Société à assurer la continuité d'exploitation, comme il est écrit dans le paragraphe précédent, et, en conséquence, sur le caractère approprié de l'utilisation des IFRS applicables à une société en continuité d'exploitation. Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas l'ajustement

qui devraient être apporté à la valeur comptable des actifs et des passifs, des charges et des classements à l'état consolidé de la situation financière dans le cas où l'hypothèse de la continuité d'exploitation ne serait pas pertinente. Ces ajustements pourraient être importants.

Tant que la filiale Komet Afrique SA, qui possède 100% les droits sur le gisement aurifère de Guiro au Burkina Faso, ne sera pas en exploitation et ne générera pas les liquidités suffisantes pour subvenir aux besoins de liquidités de la Société, la capacité de la Société de poursuivre son exploitation future et de financer ses activités prévues dépend de la capacité de la direction à obtenir du financement supplémentaire à court terme. Les insuffisances de trésorerie pourraient être comblées de différentes façons dans l'avenir, y compris par l'émission de nouveaux titres d'emprunt, y compris par l'émission de nouveaux titres d'emprunt ou de capitaux propres. Bien que la direction a réussi à obtenir du financement par le passé, rien ne garantit qu'elle sera en mesure de le faire dans l'avenir ni que la Société pourra avoir accès à ces sources ou ces mesures de financement ou, le cas échéant, qu'elle y aura accès selon les modalités acceptables. Si la direction est incapable d'obtenir un nouveau financement, la Société pourrait être incapable de poursuivre ses activités et les montants réalisés pour les actifs pourraient être moins élevés que ceux qui sont présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Risques financiers

Dans l'avenir, des fonds additionnels pourront être requis à n'importe quel moment pour financer des travaux d'exploration ou de mise en valeur de façon à localiser des gisements ou à mettre en valeur de tels gisements, dont le projet aurifère Guiro/Diouga et le projet de Dabia Sud. La Société pourrait obtenir de nouveaux fonds par l'émission de capital-actions additionnels, emprunts ou autres instruments de dettes. Il n'existe aucune assurance quant à l'obtention de ces types de financement. De plus, même si ces financements étaient complétés avec succès, rien ne garantit qu'ils soient obtenus selon des modalités favorables pour la Société, ou qu'ils lui fourniraient des fonds suffisants pour atteindre ses objectifs, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les activités de la Société et sa situation financière.

Risques liés à la propriété de biens miniers

Bien que la Société ait obtenu des opinions favorables à l'égard de ses titres des propriétés aurifères Guiro/Diouga et Dabia Sud et qu'elle ait pris des moyens raisonnables pour s'assurer d'un titre de propriété valide, il n'existe aucune certitude que ce titre de propriété ne soit contesté ou remis en question. De tierces parties pourraient avoir des réclamations valides quant à des portions sous-jacentes aux intérêts de la Société.

Risques liés à la réglementation gouvernementale

Les activités de la Société doivent être conformes aux diverses lois et obligations qui portent sur l'exploration et la mise en valeur, la protection de l'environnement, l'obtention de permis et l'autorisation des opérations minières dans son ensemble. La Société croit qu'elle est en conformité

avec les aspects importants des lois. Un changement de la législation pourrait avoir un effet significatif négatif sur les opérations de la Société.

13. ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le rapport de gestion a pour but d'aider l'investisseur à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que des risques et incertitudes reliés à l'exploitation et à la situation financière de la Société. Des déclarations contenues dans ce rapport de gestion concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de Komet peuvent constituer des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières. La direction de Komet tient à préciser que, compte tenu de leur nature, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques inconnus qui peuvent faire en sorte que les résultats réels et futurs de la Société diffèrent sensiblement de ceux qui sont énoncés. Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations tels que formulés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la direction n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements.

14. PERSONNE QUALIFIÉE

Pascal van Osta, géologue professionnel, membre de la Fédération Européenne des Géologues, est la personne qualifiée qui a révisé le présent rapport de gestion et est responsable de l'information géologique qui y est présentée.

15. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS ET INFORMATION CONTINUE

D'autres renseignements sur Komet sont disponibles sur le site public Internet du système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) à l'adresse <http://www.sedar.com/> le site Internet de Komet à l'adresse <http://kometgold.com>